

## **UNION GENERALE DES ETUDIANTS BURKINABE (UGEB)**

### **MESSAGE DU COMITE EXECUTIF A L'OCCASION DU XXX<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DU CAMARADE DABO BOUKARY**

**Camarades étudiantes et étudiants,**

**Sympathisantes et sympathisants,**

**Militantes et militants de l'UGEB,**

Aujourd'hui 19 mai 2020 marque le 30<sup>ème</sup> anniversaire de l'assassinat de notre camarade DABO Boukary, étudiant en 7<sup>ème</sup> année de médecine à l'université de Ouagadougou. Cela fait 30 ans jour pour jour que ce militant convaincu et actif de l'UGEB a été arrêté, puis conduit dans les locaux du tristement célèbre Conseil de l'Entente, bastion du Front populaire du Président déchu, le capitaine Blaise COMPAORE. Il y sera torturé jusqu'à ce que mort s'en suive. Depuis ce jour douloureux de mai 1990, les auteurs et commanditaires de ce crime crapuleux circulent librement en toute impunité. En effet, l'impunité érigée en mode de gouvernement par le capitaine Blaise COMPAORE se poursuit de plus belle avec le pouvoir MPP et alliés. C'est pourquoi, certains acteurs clés tels que Salif DIALLO et Alain Nidaoua SAWADODO ont perdu la vie sans avoir répondu de leurs actes devant la justice.

**Camarades étudiantes et étudiants,**

**Sympathisantes et sympathisants,**

**Militantes et militants,**

Que s'est-il réellement passé en ce mois de mai 1990 sur le campus de Zogona ?

En cette période, notre pays était encore dirigé par le régime militaro-fasciste du Front populaire (FP) dirigé par le capitaine Blaise COMPAORE. Ce régime d'exception faisait suite à celui du Capitaine Thomas SANKARA qu'il avait renversé dans un bain de sang indescriptible le 15 octobre 1987. Aux Comités de Défense de la Révolution (CDR) du CNR, avaient succédé les Comités Révolutionnaires (CR), véritables structures d'embrigadement et de répression. Ces Comités dits Révolutionnaires (CR)

vont s'ériger en échelon administratif, confisquant ainsi les libertés démocratiques et syndicales sur le campus. Toute organisation indépendante vis-à-vis du pouvoir voyait ses activités interdites par les CR. A l'université de Ouagadougou, actuelle Université Joseph KI-ZERBO, les étudiants avaient des conditions de vie et d'études difficiles avec le début de l'application des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS). A l'Institut des Sciences de la Nature / Institut du Développement rural (ISN/IDR), actuelle UFR/SVT, les étudiants s'étaient mobilisés au sein de leur corporation pour exiger de meilleures conditions d'études. En réaction, comme à leur habitude en de pareilles circonstances, les autorités universitaires et ministérielles de l'époque, le Pr Alfred TRAORE (directeur de l'ISN/IDR), feu Pr. Alain Nidaoua SAWADO (recteur de l'UO) et le Pr. Mouhoussine NACRO (ministre des Enseignements secondaire, supérieur et de la recherche scientifique), font abattre sur eux une répression féroce jamais égalée. Cette barbarie s'étendra sur l'ensemble de l'université.

Le 15 mai, le Comité Exécutif de l'ANEB /Ouaga, la direction de la corporation ANEB de l'ISN/IDR et deux (02) autres militants furent exclus de l'Université. Il en serait de même plus tard pour plusieurs autres militants. Le 16 mai 1990, des soldats du Conseil de l'Entente, curieusement dirigés par feu Salif DIALLO (conseiller à la présidence du Faso à l'époque) assiégèrent le campus de Zogona avec à la clé des enlèvements ciblés des militants de l'ANEB (section nationale de l'UGEB). Des étudiants furent contraints à la clandestinité, certains enrôlés de force dans l'armée pendant que des dizaines d'autres ont été détenus au Conseil de l'Entente pour y être torturés. C'est dans ce contexte de folie répressive que le camarade DABO Boukary a été enlevé le 19 mai hors du campus et déporté au Conseil de l'Entente où il perdra la vie des suites de tortures. Son seul tort, s'il en a eu, a été d'avoir osé lutter pour l'amélioration des conditions de vie et d'études sur le campus.

**Camarades étudiantes et étudiants,**

**Sympathisantes et sympathisants,**

**Militantes et militants,**

Le XXX<sup>E</sup> anniversaire de la commémoration de l'assassinat de notre camarade DABO Boukary se tient dans un contexte international marqué par l'approfondissement de la crise structurelle qui tenaille le système capitaliste impérialiste mondial. La mondialisation néolibérale est entrée dans une phase de putréfaction. Cette situation exacerbe les tensions entre les différents Etats impérialistes comme le montrent l'augmentation des budgets de guerre et les ventes d'armes. En 2018, 1 780 milliards de

dollars ont été consacrés à la militarisation. Cette crise se manifeste également par la guerre économique, commerciale, politique et militaire que se livrent les différents pays impérialistes rivaux ou alliés.

Sur le plan social, la crise sanitaire de la Covid-19 a montré à tous la face hideuse de la mondialisation néolibérale, posant avec acuité la nécessité d'un nouvel ordre social. En Europe, alors que le confinement a constitué la principale réponse à la pandémie, il s'est plutôt révélé être le signe de l'impréparation et du manque de moyens dans le secteur de la santé, mis à mal par plusieurs décennies de politiques néolibérales et d'austérité budgétaire. De fait, la plupart des Etats étaient incapables de fournir suffisamment des masques aux populations et d'effectuer des dépistages massifs. Qui plus est, les mesures de confinement et de restriction des libertés avaient l'avantage d'insister sur la responsabilité individuelle des citoyens, en occultant celle des gouvernants.

En Afrique, notamment dans la sous-région ouest-africaine, la crise du néocolonialisme s'approfondit chaque jour un peu plus. En cette année 2020 marquée par le soixantenaire de l'accession aux indépendances formelles des néocolonies françaises, les classes bourgeoises au pouvoir sont simplement incapables de répondre aux aspirations légitimes de leurs peuples. S'accrochant désespérément au pouvoir, ces dirigeants africains sont beaucoup plus soucieux de la défense de leurs intérêts personnels et ceux de l'impérialisme français. Le sort de leurs populations est le cadet de leurs soucis, comme on le constate actuellement au Burkina Faso, au Bénin, au Mali, en Guinée, en Côte d'Ivoire, etc. Dans cette sous-région et dans toute l'Afrique, la gestion politique de la crise sanitaire de la Covid-19 est extrêmement chaotique pour bon nombre de gouvernements. La mimique du confinement a permis de voir la réalité de millions de travailleuses et travailleurs sans protection sociale véritable mais soumis à des horaires de travail infernales. Cette situation a jeté une lumière crue sur les montages théoriques de l'économie néolibérale, en dévoilant toutes les formes d'exploitation du travail, jusque-là niées.

Pour le cas particulier du Burkina Faso, l'actualité reste marquée par la pandémie du Coronavirus, le terrorisme et la vie chère. L'application avec zèle des Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) dans les secteurs sociaux tels que la santé et l'éducation a plongé nos services publics dans un chaos indescriptible. La pandémie de la COVID-19 a montré les limites des politiques libérales et autres néolibérales. En effet, l'état dans lequel se trouve le système sanitaire (dénueement des formations sanitaires en infrastructures et équipements, déficit de personnel soignant, mauvaises conditions de vie et de travail...) ne lui permet pas de prendre en charge efficacement la pandémie.

La gestion de cette crise a une fois de plus mis en exergue l'incapacité notoire du MPP à répondre aux justes préoccupations du peuple burkinabè. Depuis le début, on assiste plutôt à une instrumentalisation de la pandémie pour des fins purement mercantilistes (confère le fameux plan révisé de préparation et de riposte). En outre, le mouvement démocratique fait face à un fascisme à peine voilé du pouvoir MPP et alliés à travers le maintien des restrictions des libertés démocratiques et syndicales, en dépit de la levée des mesures de suspension des transports, de fermeture des marchés et yaars, de lieux de cultes et autres bars et maquis, etc.

Au plan sécuritaire, des pans entiers du territoire national échappent au contrôle de l'Etat. Le pouvoir du MPP et alliés en lieu et place de mesures appropriées pour permettre au pays de faire face à la situation procèdent à des exécutions sommaires de masses et des assassinats ciblés.

**Camarades étudiantes et étudiants,**

**Sympathisantes et sympathisants,**

**Militantes et militants,**

Au niveau des universités, on assiste à une aggravation des conditions de vie et d'études des étudiants avec la survenue de la pandémie. En effet, la gestion de la crise sanitaire se fait au détriment des intérêts des étudiants. Ainsi, dès la fermeture des universités décidée par le gouvernement, les autorités universitaires se sont empressées de fermer les restaurants universitaires (RU) au sein des universités et dans les villes en ne laissant que ceux situés dans les cités universitaires et ce, sans mesures d'accompagnement pour l'écrasante majorité des étudiants résidant hors des cités. Il a fallu que nous dénoncions cette situation dans notre déclaration du 03 avril 2020 pour que les autorités rouvrent quelques restaurants universitaires dans les villes.

Dans les cités universitaires qui constituent des centres de concentration des étudiants, les autorités universitaires ont décidé d'un confinement sans prévoir d'autres mesures de prévention sérieuses au profit des étudiants (mise à disposition de dispositifs de lavage et de désinfection dignes de ce nom, dépistage massif d'étudiants...).

A cela, il faut ajouter le retard dans le paiement des allocations sociales dans un contexte où les étudiants ont plus que besoin de ces allocations pour faire face aux mesures imposées par les autorités étatiques et universitaires. S'agissant des étudiants burkinabè à l'extérieur du pays, ils sont laissés à eux-mêmes par les différentes ambassades de notre pays.

Comme si cela ne suffisait pas, les autorités universitaires imposent des conditions de réouverture catastrophiques des universités. Ainsi, depuis le 11 mai 2020, les promotions du cycle master à effectifs réduits ont repris les cours sans que les autorités universitaires n'aient daigné mettre en place un dispositif de prévention digne de ce nom (mis à disposition de gels, cache-nez, dispositif de lavage de mains...). Pour les promotions à grands effectifs, ce sont les cours en ligne que les autorités proposent comme alternative en attendant que les conditions de reprise soient réunies. Une telle proposition ne saurait prospérer quand on sait que l'écrasante majorité des étudiants ne dispose ni d'ordinateurs ni de connexion. Aussi, une formation en ligne ne saurait se résumer à poster des cours sur une plate-forme sans un système d'interaction entre formateurs et apprenants ! A l'évidence, la formation en ligne telle que proposée par les autorités universitaires constitue une forme de sabotage de la formation des étudiants que l'UGEB ne saurait accepter.

A ces difficultés, il faut ajouter les problèmes traditionnels auxquels sont confrontés les étudiants tels que le manque criard d'infrastructures (amphithéâtre, laboratoires, salles de cours...), le chevauchement des calendriers universitaires avec des années académiques sans tête ni queue...

Aussi assiste-t-on à une clochardisation des étudiants. En effet, le taux de 175 000 F CFA l'an de l'aide FONER stagne depuis 2013 malgré le renchérissement du coût de la vie. Le contingent de 2 300 bourses/an est resté statique depuis cette période en dépit de l'accroissement du nombre d'étudiants (130 000 environ). Au niveau des restaurants universitaires, le constat est également triste. Les étudiants sont régulièrement obligés de sécher les cours avant 10h pour espérer avoir un plat du fait du contingentement des plats servis par repas à 10 000. Moins de 4% des étudiants sont logés en cités universitaires. La grande majorité est abandonnée aux mains des bailleurs véreux qui spéculent sur le coût du loyer. La santé des étudiants est quant à elle confiée à la MUNASEB qui limite sa prise en charge par le coût de son adhésion hors de portée de l'écrasante majorité.

Sur le plan des libertés, l'existence de textes liberticides régissant les franchises et libertés universitaires permet aux autorités de faire intervenir les forces de répression sur le campus à tout moment et d'abattre la répression sur les étudiants. Comme si cela ne suffisait pas, d'autres textes liberticides ont été adoptés par les autorités. C'est le cas du décret n°2012-646/PRES/PM/MESS portant régime disciplinaire applicable aux étudiants et aux candidats aux examens et concours organisés par les universités publiques du Burkina, qui a servi de base pour l'exclusion de 14 de nos camarades à Koudougou en 2012.

**Camarades étudiantes et étudiants,**

**Sympathisantes et sympathisants,  
Militantes et militants,**

DABO Boukary en acceptant le sacrifice suprême est devenu un martyr du mouvement étudiant burkinabè. En ce jour anniversaire des événements de mai 1990, nous devons lui rendre un hommage mérité et faire en sorte que son sacrifice ne soit pas vain en poursuivant avec détermination la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et d'études et pour la liberté.

Par notre mobilisation constante et le soutien du Mouvement démocratique et Révolutionnaire de notre pays, nous avons réussi à contraindre nos autorités à rouvrir le dossier DABO. A ce jour, au compte de ce dossier, on note l'indication d'une présumée tombe de notre camarade dans les encablures de Pô et l'inculpation de trois suspects : Magloire Victoire YOUNGBARE ; Sergent au moment des faits, le lieutenant-colonel Mamadou BAMBA ; étudiant CR et indic du pouvoir au moment des faits, le général Gilbert DIENDERE ; capitaine au moment des faits. L'audience de mise en accusation est prévue pour ce 21 mai 2020.

La tenue de cette audience serait sans doute un pas en avant vers la manifestation de la vérité. Mais, nous devons nous convaincre que seule notre mobilisation et notre détermination pourront faire aboutir le dossier DABO Boukary. C'est pourquoi, l'UGEB voudrait saisir cette occasion pour féliciter les différentes générations d'étudiants burkinabè pour leur constante mobilisation.

Par la même occasion, elle voudrait exhorter les étudiants à prendre part massivement aux différentes activités programmées par ses sections.

Pour la vérité et la justice pour le camarade DABO Boukary, en avant !

Plein succès à la journée de l'Etudiant Burkinabè !

Pain et liberté pour le Peuple

Fait à Ouagadougou, le 19 mai 2020

**Le Comité Exécutif**